



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.432/4
du 19 mars 2014

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
exécution de l'ordonnance du
29 mars 2012 portant
intégration de la dimension de
genre dans les lignes politiques
de la Région de Bruxelles-
Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.432/4
van 19 maart 2014

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende de
uitvoering van de ordonnantie
van 29 maart 2012 houdende
de integratie van de
genderdimensie in de
beleidslijnen van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 18 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 mars 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 mars 2014.

*

Op 18 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 mars 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il ressort de son dispositif, de son agencement et de ses travaux préparatoires que l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' entend opérer une distinction entre, d'une part, le groupe de coordination régional visé dans ses articles 6 et 8 et les missions qui lui sont dévolues, et, d'autre part, les personnes en charge de l'« accompagnement et du soutien du processus d'intégration de la dimension de genre dans les politiques, mesures et actions publiques » visées par son article 7. L'exposé des motifs de l'avant-projet à l'origine de cette ordonnance donnait le commentaire suivant de cet article 7 :

« Cette disposition oblige le Gouvernement à désigner une personne qui sera chargée de l'accompagnement et du soutien du processus d'intégration de la dimension de genre dans les politiques, mesures ou actions publiques.

Dans la loi fédérale, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, créé par la loi du 16 décembre 2002, est chargé de l'accompagnement et du soutien du gender mainstreaming.

L'attribution légale de cette tâche à une seule administration ou éventuellement à une cellule stratégique est extrêmement importante pour la réussite du gender mainstreaming.

Le gender mainstreaming n'est pas un concept évident et, malgré le fait qu'il faille l'appliquer de façon transversale, c'est d'abord aux experts en matière d'égalité des chances et de gender mainstreaming de lancer et d'implémenter le processus. Les différentes administrations et cellules stratégiques ont besoin de soutien pour commencer les démarches en vue d'appliquer le gender mainstreaming au sein de leur organisation »¹.

L'arrêté en projet met en avant le rôle collectif du groupe de coordination visé ci-dessus et assigne – en dehors des prévisions explicites de l'ordonnance – un rôle particulier et relativement conséquent à chacun des coordinateurs qui le compose. Le rôle des personnes désignées en application de l'article 7 précité de l'ordonnance – les « correspondants genre » définis à l'article 1, 7°, du projet – est pour sa part évoqué de manière beaucoup plus allusive et marginale, et ne semble pas revêtir, dans cette présentation, une véritable spécificité. Ce faisant, l'auteur du projet met en place une distribution des rôles qui ne correspond pas au schéma qui préside à la conception de l'ordonnance.

¹ *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2010-2011, n° A-191/1, p. 7.

Interrogée sur la manière dont l'article 7 de l'ordonnance est exécuté par l'arrêté en projet, la déléguée du Ministre-Président a au demeurant répondu :

« En ce qui concerne la transposition de l'Art. 7 de l'ordonnance, il semble en effet qu'il ne soit pas précisément précisé dans l'arrêté.

L'Art 7 de l'ordonnance désigne les correspondants genre, chargé de l'intégration du genre au sein de l'administration.

Ces correspondants sont soutenus par le groupe de coordination qui décide lui de la manière dont cette intégration du genre doit prendre place ».

L'arrêté en projet sera revu aux fins de mieux correspondre à la manière dont l'ordonnance elle-même envisageait les rôles respectifs du groupe régional de coordination visé par son article 6 et des personnes visées par son article 7.

S'il devait au contraire apparaître, comme l'a donné à penser la déléguée du Ministre-Président, que l'intention du Gouvernement est de s'écarter de la conception d'ensemble qui a présidé à l'adoption de l'ordonnance car l'arrêté en projet est le fruit de plus de deux ans de projets pilotes, ce dont l'ordonnance n'a pu profiter, du fait qu'elle a été publiée simultanément au lancement des projets pilotes, c'est alors l'ordonnance elle-même qu'il conviendrait d'adapter, afin que le législateur ordonnantiel puisse mieux faire ressortir, dans l'ordonnance elle-même, la nouvelle conception relative à la configuration des rôles respectifs qu'il serait, à présent, envisagé d'attribuer au groupe de coordination et aux coordinateurs, d'une part, et aux personnes visées à l'article 7 de l'ordonnance, d'autre part.

2.1 Au préambule, la mention de l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet ; elle sera remplacée par la mention de l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

2.2. L'article 13 de l'arrêté en projet structure le rapport d'évaluation, dont le modèle peut être réglé par le Gouvernement en exécution de l'article 3, 2^o, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 mars 2012.

L'article 3, 2^o, alinéa 2, de l'ordonnance sera donc visé au préambule.

2.3. Il sera veillé à compléter les visas relatifs aux différents avis par la date des avis.

3.1. En sa version française, l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté en projet prévoit que le groupe de coordination comprendra, notamment, un représentant de chaque « membre du Gouvernement ». Il convient cependant de rappeler que, conformément à l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, les secrétaires d'État régionaux ne font pas partie du Gouvernement bruxellois. Il s'en déduit que, en l'état du projet, les Secrétaires d'État régionaux – en ce compris celui ou celle qui se trouverait éventuellement en charge de l'égalité des chances – ne pourraient désigner un représentant au sein du groupe de coordination. Ce résultat n'est vraisemblablement pas conforme à l'intention de l'auteur du projet, ainsi d'ailleurs qu'en atteste le paragraphe 3 de l'article 2 du projet. La version néerlandaise de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de

l'arrêté en projet n'est pas davantage correcte, puisqu'elle vise, quant à elle, « een vertegenwoordiger van elke minister ».

L'article 2, § 1^{er}, 1^o, sera revu en conséquence.

3.2. La section de législation se demande pourquoi à l'article 2, § 1^{er}, la composition du groupe de coordination ne mentionne pas les coordinateurs qui sont définis à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o. En fonction de l'intention de l'auteur du projet, ces dispositions seront revues.

4. Eu égard aux termes de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, l'article 5, § 2, du projet aboutit à n'envisager que la possibilité où c'est un ministre – et non un secrétaire d'état régional – qui est en charge de l'égalité des chances. Il doit être revu sur ce point.

La même observation vaut pour l'article 12.

5. À l'article 6, la version française fait référence à la « majorité simple de ses membres », sans plus ample détermination alors que la version néerlandaise vise quant à elle « een eenvoudige meerderheid van de aanwezige leden ».

Les textes seront revus.

6. À l'article 11, la deuxième phrase paraphrase l'article 5, § 3, de l'ordonnance du 29 mars 2012. Or, comme la section de législation du Conseil d'État l'observe régulièrement, il n'y a pas lieu dans une disposition réglementaire de reproduire les règles contenues dans un texte à valeur juridique supérieure. Elle sera omise.

7.1. L'article 12 du projet organise le calendrier de transmission des rapports intermédiaire et de fin de législature par le Ministre en charge de l'Egalité des chances au Gouvernement. L'article 5, §§ 2 et 3, de l'ordonnance du 29 mars 2012, dont l'article 9 fixe l'entrée en vigueur au « premier jour du début de la nouvelle législature suivant celle en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance », cette dernière entrée en vigueur étant intervenue le 13 avril 2012, jour de la publication de l'ordonnance au *Moniteur belge*, fixe le calendrier de la transmission du même document par le Gouvernement au Parlement.

Interrogée sur la volonté de l'auteur du projet quant à la chronologie de ces différentes transmissions de rapports intermédiaire et de fin de législature, la déléguée du Ministre-Président a répondu en substance :

1. Coordination et préparation du rapport par le groupe de coordination ;
2. Présentation et approbation par le Gouvernement ;
3. Transmission du rapport par le Gouvernement au Parlement.

7.2. L'article 11, alinéa 3, de l'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle' dispose :

« Le projet d'ordonnance budgétaire est déposé au Parlement au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'année budgétaire ».

L'article 5, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 mars 2012 prévoit que le rapport intermédiaire « est transmis au Parlement dans un délai de 60 jours suivant le dépôt du deuxième projet de budget général des dépenses de la législature en cours ».

La lecture combinée de cette disposition avec l'article 11, alinéa 3, de l'ordonnance organique du 23 février 2006 fait expirer le délai de transmission du rapport intermédiaire au Parlement le 30 décembre 2015.

Or, l'article 12 du projet énonce que le rapport intermédiaire est transmis par le Ministre en charge de l'Égalité des chances au Gouvernement au plus tard le 30 décembre de la deuxième année qui suit l'année du début de la législature, soit le 30 décembre 2016.

L'auteur du projet fixe ainsi le moment ultime de transmission du rapport intermédiaire au Gouvernement par le ministre à une date postérieure à la date ultime que l'article 5, § 2, laisse au Gouvernement en vue de transmettre ce document au Parlement.

7.3. De la même manière, l'article 5, § 3, de l'ordonnance du 29 mars 2012 prévoit que le rapport de fin de législature « est transmis au Parlement dans un délai de 60 jours suivant le dépôt du cinquième projet de budget général des dépenses ».

La lecture combinée de cette disposition avec l'article 11, alinéa 3, de l'ordonnance organique du 23 février 2006 fait expirer le délai de transmission au Parlement du rapport de fin de législature le 30 décembre du dépôt du cinquième projet de budget général des dépenses, soit le 30 décembre 2018.

Or, l'article 12 du projet énonce que le rapport de fin de législature est transmis par le Ministre en charge de l'Égalité des chances au Gouvernement au plus tard le dernier jour du mois qui précède les élections régionales, soit le 30 avril 2019 en principe.

L'auteur du projet fixe ainsi le moment ultime de transmission du rapport de fin de législature au Gouvernement par le ministre à une date postérieure à la date ultime que l'article 5, § 2, laisse au Gouvernement en vue de transmettre ce document au Parlement.

7.4. Il y a lieu de remédier à ces incohérences dans la chronologie.

8. Le projet d'arrêté sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit het dispositief, de opmaak en de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, blijkt dat deze een onderscheid wenst te maken tussen enerzijds de gewestelijke coördinatiegroep waarvan sprake in de artikelen 6 en 8 van de ordonnantie en de opdrachten die hieraan zijn toevertrouwd, en anderzijds de personen die belast zijn “met de begeleiding en de ondersteuning van het proces van de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen, maatregelen en de acties van de overheid”, bedoeld in artikel 7 van de ordonnantie. In de memorie van toelichting van het voorontwerp dat geleid heeft tot die ordonnantie werd dat artikel 7 besproken als volgt:

“Deze bepaling verplicht de Regering om aan te duiden wie belast is met de begeleiding en de ondersteuning van het proces van de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen, maatregelen en de acties van de overheid.

In de federale wet wordt het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, opgericht bij wet van 16 december 2002, belast met de begeleiding en ondersteuning van gendermainstreaming.

Het wettelijk toekennen van deze taak aan één administratie of eventueel strategische cel is van groot belang voor het slagen van gendermainstreaming.

Gender mainstreaming is geen evident concept en ondanks het feit, dat het transversaal uitgevoerd moet worden, is het in eerste instantie aan experts inzake gelijke kansen en gendermainstreaming om het proces op gang te trekken en ingang te doen vinden. De verschillende administraties en strategische cellen hebben nood aan ondersteuning voor het zetten van de eerste stappen om gendermainstreaming uit te voeren binnen hun organisatie”.¹

Het ontworpen besluit benadrukt de collectieve rol van de hiervoor genoemde coördinatiegroep en verleent – los van de uitdrukkelijke bepalingen van de ordonnantie – een bijzondere en betrekkelijk belangrijke rol aan elkeen van de coördinatoren waaruit die groep bestaat. De rol van de personen die met toepassing van het voornoemde artikel 7 van de ordonnantie aangewezen worden – de “gendercorrespondenten” die gedefinieerd worden in artikel 1, 7°, van het ontwerp – lijkt harerzijds op een meer allusieve en bijkomstige wijze vermeld te worden en lijkt als zodanig geen echt specifiek karakter te hebben. De steller van het ontwerp brengt daarmee een rolverdeling tot stand die niet overeenstemt met het schema dat ten grondslag ligt aan de opzet van de ordonnantie.

¹ Parl.St., Br. Parl. 2010-11, nr. A-191/1, 7.

Om uitleg gevraagd over de manier waarop artikel 7 van de ordonnantie ten uitvoer wordt gelegd door het ontworpen besluit, heeft de gemachtigde van de Minister-President overigens het volgende geantwoord :

« En ce qui concerne la transposition de l'Art. 7 de l'ordonnance, il semble en effet qu'il ne soit pas précisément précisé dans l'arrêté.

L'Art 7 de l'ordonnance désigne les correspondants genre, chargé de l'intégration du genre au sein de l'administration.

Ces correspondants sont soutenus par le groupe de coordination qui décide lui de la manière dont cette intégration du genre doit prendre place ».

Het ontworpen besluit dient herzien te worden teneinde het beter te doen overeenstemmen met de rolverdeling tussen enerzijds de gewestelijke coördinatiegroep bedoeld in artikel 6 van de ordonnantie, en anderzijds de personen bedoeld in artikel 7 van de ordonnantie, zoals de steller van de ordonnantie die voor ogen had.

Indien daarentegen zou blijken, zoals de gemachtigde van de Minister-President laat uitschijnen, dat het de bedoeling is van de regering om af te wijken van de algemene opzet die ten grondslag gelegen heeft aan de ordonnantie, omdat het ontworpen besluit het resultaat is van meer dan twee jaar proefprojecten, hetgeen voor de ordonnantie niet het geval is geweest, daar deze bekendgemaakt is op het ogenblik dat die proefprojecten van start zijn gegaan, dient de ordonnantie zelf aangepast te worden, zodat de ordonnantiegever in de ordonnantie zelf duidelijker het nieuwe concept kan weergeven met betrekking tot de indeling van de respectieve rollen die het thans wil toedelen aan de coördinatiegroep en de coördinatoren enerzijds, en aan de personen bedoeld in artikel 7 van de ordonnantie anderzijds.

2.1. Wat de aanhef betreft, maakt artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' niet de rechtsgrond uit van het ontworpen besluit; de vermelding ervan dient vervangen te worden door de vermelding van artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen'.

2.2. Artikel 13 van het ontworpen besluit legt de structuur vast van het evaluatierapport, waarvan het model door de regering geregeld kan worden ter uitvoering van artikel 3, 2°, tweede lid, van de ordonnantie van 29 maart 2012.

In de aanhef behoort derhalve verwezen te worden naar artikel 3, 2°, tweede lid, van de ordonnantie.

2.3. De verwijzingen naar de verschillende adviezen behoren aangevuld te worden met de vermelding van de data van die adviezen.

3.1. In de Franse versie van artikel 2, § 1, 1°, van het ontworpen besluit wordt bepaald dat de coördinatiegroep onder andere bestaat uit "un représentant de chaque membre du Gouvernement". Er behoort evenwel op gewezen te worden dat, overeenkomstig artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Regering. Daaruit vloeit voort dat, bij de huidige stand van het ontwerp, de gewestelijke staatssecretarissen – met inbegrip van diegene die eventueel belast zou

zijn met gelijke kansen – geen vertegenwoordiger kunnen aanwijzen voor de coördinatiegroep. Dat strookt wellicht niet met de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals overigens ook blijkt uit paragraaf 3 van artikel 2 van het ontwerp. De Nederlandse versie van artikel 2, § 1, 1°, van het ontworpen besluit is ook niet correct, aangezien daarin sprake is van “een vertegenwoordiger van elke minister”.

Artikel 2, § 1, 1°, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

3.2. De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom in artikel 2, § 1, bij de samenstelling van de coördinatiegroep geen melding wordt gemaakt van de coördinatoren die gedefinieerd worden in artikel 1, eerste lid, 6°. Die bepalingen behoren overeenkomstig de bedoeling van de steller van het ontwerp te worden herzien.

4. Gelet op de bewoordingen van artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, komt artikel 5, § 2, van het ontwerp erop neer dat alleen rekening wordt gehouden met de mogelijkheid dat een minister – en niet een gewestelijke staatssecretaris – belast is met gelijke kansen. Het artikel behoort op dat punt herzien te worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

5. In artikel 6 is er in de Franse tekst sprake van “la majorité simple de ses membres”, zonder nadere precisering, terwijl in de Nederlandse tekst sprake is van “een eenvoudige meerderheid van de aanwezige leden”.

De teksten behoren te worden herzien.

6. In artikel 11 is de tweede zin een parafrasering van artikel 5, § 3, van de ordonnantie van 29 maart 2012. Zoals de afdeling Wetgeving reeds meermaals heeft gesteld, behoren in een verordeningsbepaling niet de regels herhaald te worden die vervat liggen in een tekst met een hogere juridische waarde. De betreffende zin dient te vervallen.

7.1. In artikel 12 van het ontwerp wordt geregeld wanneer het tussentijds verslag en het verslag aan het einde van de legislatuur door de minister belast met Gelijke Kansen overgezonden wordt aan de regering. Artikel 5, §§ 2 en 3, van de ordonnantie van 29 maart 2012, dat luidens artikel 9 van die ordonnantie in werking treedt op “de eerste dag van de nieuwe legislatuur die volgt op de legislatuur die loopt op het moment van de inwerkingtreding van deze ordonnantie” welke inwerkingtreding dateert van 13 april 2012, de dag van de bekendmaking van de ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*, bepaalt wanneer datzelfde document door de regering naar het parlement wordt overgezonden.

Gevraagd naar de bedoeling van de steller van het ontwerp wat betreft de chronologie van die verschillende verzendingen van het tussentijds verslag en het verslag aan het einde van de legislatuur, heeft de gemachtigde van de Minister-President in essentie het volgende geantwoord :

- “1. Coördinatie en voorbereiding van het verslag door de coördinatiegroep;
2. Presentatie en goedkeuring door de regering;
3. Verzending van het verslag door de regering naar het parlement”.

7.2. Artikel 11, derde lid, van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’, luidt als volgt :

“Het ontwerp van begrotingsordonnantie wordt ingediend bij het Parlement uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat”.

Artikel 5, § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 29 maart 2012 bepaalt dat het tussentijds verslag “aan het Parlement (wordt) overgezonden binnen een termijn van 60 dagen volgend op de indiening van het tweede ontwerp van algemene uitgavenbegroting van de lopende legislatuur”.

Wanneer deze bepaling gelezen wordt in samenhang met artikel 11, derde lid, van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006, blijkt dat de termijn voor de verzending van het tussentijds verslag aan het parlement verstrijkt op 30 december 2015.

In artikel 12 van het ontwerp wordt evenwel bepaald dat de minister belast met Gelijke Kansen het tussentijds verslag uiterlijk op 30 december van het tweede jaar dat volgt op het aanvangsjaar van de legislatuur, dat is uiterlijk op 30 december 2016, verzendt aan de regering.

De steller van het ontwerp stelt aldus een uiterste datum vast voor de verzending van het tussentijds verslag door de minister aan de regering die komt na de uiterste datum waarop de regering luidens artikel 5, § 2, dat document kan verzenden aan het Parlement.

7.3. Zo ook wordt in artikel 5, § 3, van de ordonnantie van 29 maart 2012 bepaald dat het verslag op het einde van de legislatuur “aan het Parlement (wordt) overgezonden binnen een termijn van 60 dagen volgend op de indiening van het vijfde ontwerp van algemene uitgavenbegroting”.

Wanneer deze bepaling gelezen wordt in samenhang met artikel 11, derde lid, van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006, blijkt dat de termijn voor de verzending aan het Parlement van het verslag op het einde van de legislatuur verstrijkt op 30 december na de indiening van het vijfde ontwerp van algemene uitgavenbegroting, dus op 30 december 2018.

In artikel 12 van het ontwerp wordt evenwel bepaald dat het verslag aan het einde van de legislatuur uiterlijk op de laatste dag van de maand die voorafgaat aan de regionale verkiezingen door de minister belast met Gelijke Kansen overgezonden wordt aan de regering, dus in principe uiterlijk op 30 april 2019.

De steller van het ontwerp bepaalt aldus dat het verzenden van het verslag aan het einde van de legislatuur door de minister aan de Regering uiterlijk plaatsvindt op een latere datum dan de uiterste datum waarop de regering luidens artikel 5 § 2, dat document kan verzenden aan het parlement.

7.4. Die inconsistenties qua chronologie behoren verholpen te worden.

8. Het ontwerpbesluit behoort herzien te worden in het licht van de bovenstaande opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY